



100 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1542 JEUDI 26 JUILLET 2012

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

SOLIDARITÉ

« Les enfants de la rue sont des enfants comme les autres »

Ce message a été porté, comme une exhortation, par des jeunes français de la fondation des Apprentis d'Auteuil après un chantier humanitaire qui leur a donné l'occasion de séjourner au Centre d'étude Jarrot de Baongo, à Brazzaville, spécialisé dans l'accueil des enfants issus de milieux difficiles. « Nous avons constaté que les gens nous regardaient autrement. Ce n'était pas parce que nous étions des étrangers, mais à cause de nos amis. Certains nous ont lancé qu'ils n'étaient pas des enfants à considérer comme les autres », ont expliqué quelques jeunes Français.

Un constat similaire a fait conclure à l'encadreur de ces jeunes issus eux aussi de milieux difficiles dans leur pays, que « le gouvernement congolais a devant lui des amples



La photo de famille des deux fondations efforts à fournir en matière de prise en charge des enfants mineurs ».

Page 7

CÉMAC

Le Congo élu à la présidence de la Commission

Le 11^e sommet des chefs d'États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (Cémac) clôturé hier à Brazzaville a choisi le Congo pour présider la Commission de l'organisation, alors que la présidence tournante a été confiée au Gabonais Ali Bongo Ondimba.

MEDIA

La version française de Forbes Afrique lancée à Brazzaville

Considérée comme un tremplin important pour la mobilisation des investisseurs étrangers vers le continent, la version du magazine économique américain destinée à quelques 23 pays africains, à la France, la Suisse, la Belgique et le Canada, a été lancée le 24 juillet, en présence d'un gratin d'invités du monde entier. De l'ancien président ghanéen Gerry Rolling à l'ancien chef de cabinet du président américain, Andrew Young, en passant par les anciens premiers ministres français et belges Dominique de Villepin, Jean Pierre Raffarin et Guy Verhofstadt, les hôtes du président congolais Denis Sassou N'Guesso ont martelé, à l'endroit des dirigeants africains, le message de « la bonne gouvernance, la maîtrise des finances publiques, l'amélioration du climat des affaires et du développement durable », afin que la région joue son plein rôle dans la mondialisation.

Page 7



INSÉCURITÉ DANS LA SANGHA

Les Femmes de Ouesso prévoient de marcher

C'est un évènement rarement vécu dans cette localité, les femmes de la quatrième ville du Congo entendent exprimer leur ras-le-bol suite aux violences répétées (viols, braquages et agressions) qui les visent particulièrement, ayant déjà

occasionné deux décès en moins de deux mois. Les cas les plus récents datent de deux jours selon nos sources, deux femmes agressées dans leurs champs lundi et mardi derniers, comme c'est souvent le cas, ont, l'une perdu la vie alors que l'autre hospitalisée

se trouve dans un état critique. La marche qui visait à stigmatiser l'impuissance de la force publique face à ces actes partira de l'agence de la Banque des États d'Afrique centrale pour se terminer au siège de la préfecture.

Page 5

INTÉGRATION RÉGIONALE

La route Doussala-Dolisie au centre d'un atelier

L'aménagement de ce tronçon essentiel du projet de liaison routière inter-capitale entre Libreville et Brazzaville a fait l'objet d'un atelier de validation ouvert le 24 juillet à Brazzaville, en vue de compléter le rapport d'étude de l'avant-projet sommaire y relatif.

Considéré comme l'un des projets majeurs du Programme de développement des infrastructures en Afrique, la route reliant Doussala au Gabon à Dolisie au Congo est ainsi placée en ligne de mire pour permettre la mise en place d'une des toutes premières liaisons entre capitales en Afrique centrale. Pour s'y faire, les différentes sensibilités concernées par le projet ont, entre autres, entrepris une visite contradictoire de la liaison Libreville-Doussala-Dolisie du 9 au 14 juillet dernier à l'issue de laquelle ils ont adressé des commentaires constructifs au consultant chargé de finaliser l'étude du projet.

Page 5

JEUX DE L'ONSSU

Près de 1400 sportifs attendus à Brazzaville

Les jeux de l'Office national des sports scolaires et universitaires vont réunir du 4 au 9 août près d'un millier et demi d'athlètes et officiels venus des douze départements du Congo. Au terme d'une réunion d'évaluation tenue le 24 juillet dans la capitale sous la direction du ministre des Sports et de l'Éducation physique, Léon Alfred Opimba, les membres de l'organisation se sont accordés sur les derniers réglages de cette compétition considérée autrefois comme le grenier du sport national. Le stade Alphonse Massamba-Débat sera le principal pôle des jeux, servant également à l'hébergement des délégations, alors que le football, le handball, l'athlétisme et la gymnastique sont les seules disciplines retenues à cette édition.

Page 16

ÉDITORIAL

Vingt fois ...

Page 2

FONCTION PUBLIQUE

Les diplômés de l'Enma promotion 2011 menacent d'organiser des sit-in

La question de fond soulevée par le collectif est leur intégration à la fonction publique dans les meilleurs délais. En effet, selon eux, les quotas alloués à l'École nationale moyenne d'administration (Enma) courant 2010 et 2011 n'ont jamais servi à leur incorporation.

Le collectif, qui revendique cette intégration, avance comme preuve que leurs collègues de la promotion 2010 qui n'ont qu'un effectif de soixante diplômés toutes filières confondues ne sont toujours pas recrutés.

Le porte-parole du collectif, Dorda Maurice Mbodi, estime que les quotas qui ont été alloués à l'Enma durant les années 2010 et 2011 respectivement de 175 et 200 places, n'ont pas été respectés. « Nous avons constaté qu'en dehors de la lenteur administrative relative au traitement de nos dossiers au niveau de la Fonction publique, notamment au service de la direction de la planification et de la maîtrise des effectifs (DPME), les quotas alloués n'ont jamais servi à l'intégration des diplômés de l'Enma », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, Dorda Maurice Mbodi

a fait remarquer que si l'on se réfère à la logique selon laquelle une promotion qui sort au cours d'une année doit attendre le quota de l'année suivante pour être intégrée à la Fonction publique, alors qu'en est-il de la promotion 2010 ? Puisque les archives sont là. En effet, la promotion 2011 avait bénéficié d'un quota de 200 places. Étant entendu que la promotion 2010 n'avait qu'un effectif de soixante places, alors naturellement il devrait rester 140 places qui devaient logiquement revenir à la promotion 2011.

D'après le rapporteur du collectif,

la DPME a avancé comme argumentation que le quota de l'an 2012 sera prioritairement accordé à la promotion 2010, au détriment de la promotion 2011. Selon elle, s'il y a des places restantes, elles pourraient insérer une partie des diplômés de la promotion 2011. « Nous ne l'entendons pas de cette oreille parce qu'il y a eu d'abord un quota de 2011 », a-t-il martelé. Et Dorda Maurice Mbodi d'ajouter : « Nous sommes avant tout les diplômés de l'Enma, le quota qui est alloué à l'école doit servir aux diplômés de l'école. Si l'effectif total de la promotion 2010 est de 60 places, les

140 restantes doivent revenir à la promotion 2011, vu les articles 21, 24, 25, 49 et 50 de la Constitution de la République du Congo du 20 janvier 2002 et vu le discours sur l'état de la nation du 13 août 2010 (page 19, 2e paragraphe) de Monsieur le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. »

Signalons que la promotion 2011 compte en son sein près de 235 diplômés, toutes options confondues (diplomatie, administration générale, administration de travail, justice, journalisme et gestion scolaire).

Guillaume Ondzé

ENTREPRENARIAT

Une vingtaine de femmes entrepreneurs congolaises en formation à Brazzaville

La série de formations débutée l'année dernière à Brazzaville avant de se poursuivre à Pointe-Noire sera close le 27 juillet au siège du Forum des jeunes entreprises (FJEC) basé à Bacongo, dans le 2^e arrondissement de la ville capitale.



Vue des femmes entrepreneurs congolaises à l'ouverture de la session

Au terme de cette dernière session, soixante femmes bénéficieront d'un autre module de formation intitulé Acces. Puis dix entreprises de Brazzaville et de Pointe-Noire seront sélectionnées et bénéficieront du second volet du programme, le suivi et l'accompagnement. Le souhait des initiateurs de ce projet est de rendre pérenne cette formation au profit des multiples femmes d'affaires exerçant au Congo. Sachant que le développement de ce programme nécessite une recherche de financement.

La première session de formation, qui s'était tenue en juillet 2011 à Brazzaville, était essentiellement destinée aux femmes d'affaires du Congo dans le cadre du programme Acces, le FJEC étant le point focal du projet. Il s'agit d'une volonté régionale du Centre de commerce international (ITC) de promotion commerciale visant à améliorer les services d'appui au commerce international pour les femmes, avec comme ultime objectif d'accroître leur capacité à l'exportation et leur succès sur les marchés internationaux et régionaux. En août 2011, le FJEC avait organisé une formation similaire au bénéfice des femmes entrepreneurs de Pointe-Noire dans le cadre du même projet Acces. Une vingtaine de femmes entrepreneurs avaient pris part à cette formation animée par trois experts dont un cadre du FJEC.

Les participantes, cette année, ont été sélectionnées sur la base de leurs idées d'entreprises en tenant compte des notions d'innovation, de transformation et surtout des possibilités d'exportation de leurs produits. La première série de la formation au Congo, a connu la participation de vingt femmes entrepreneurs à chaque session, sélectionnées sur la base d'un fichier.

À noter qu'Acces répond aux besoins des femmes d'affaires en Afrique dans le but d'améliorer leur accès à un ensemble de services d'assistance au commerce, tels que des formations à l'exportation, de l'appui conseil, du service conseil en entreprises, du développement de produits et de marchés et de la création de réseaux commerciaux et d'information. Ce programme existe dans dix-neuf pays africains.

Jean Dany Éboulié

PROJET D'ÉTUDE D'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE DOUSSALA-DOLISIE

Présentation synthétique de l'avant-projet des études

L'atelier de restitution, avec notamment les commentaires complémentaires nécessaires à l'élaboration de la version finale du rapport d'étude d'Avant-projet sommaire (APS), et éventuellement l'autorisation pour le lancement de la phase d'étude d'Avant-projet détaillé (APD), s'est tenu du 24 au 25 juillet à Brazzaville.

L'objectif de cet atelier a permis aux membres du Comité de suivre avec intérêt les exposés du consultant sur ses méthodologies et propositions faites, concernant les mesures institutionnelles pour la facilitation du commerce et du transport, ainsi que pour la réalisation des différents ouvrages. « Des discussions sérieuses devront ainsi déboucher sur des choix techniques pertinents, qui permettront au consultant de continuer ses prestations en phase d'Avant-projet détaillé », a précisé dans son discours d'ouverture le coordonnateur technique de la Délégation générale des grands travaux (DGGT), re-

présentant le ministre délégué, Oscar Otoka.

Intervenant à son tour, le représentant de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CÉÉAC), organe d'exécution de l'étude, Jonas Takodjou, a rappelé à l'auditoire que le présent atelier constituait la deuxième réunion du Comité de suivi après l'atelier de lancement de l'étude tenu à Dolisie du 16 au 17 novembre 2011. « Il intervient après que le consultant Cira a soumis, le 20 juin 2012, la version provisoire du rapport d'étude d'Avant-projet sommaire (APS) », a-t-il indiqué. Et Jonas Takodjou d'ajouter : « En sa qualité d'organe d'exécution du projet, la CÉÉAC a notifié au consultant une synthèse de ses propres observations et des premiers commentaires reçus des membres du Comité de suivi. La visite contradictoire de la liaison Libreville-Doussala-Dolisie organisée du 9 au 14 juillet 2012 a permis au groupe ad hoc descendu sur le site, de compléter ces commentaires par des recommandations

faites au consultant, à la suite du rapprochement des réalités du terrain au contenu du rapport. »

Il sied de rappeler que l'importance de la liaison routière Libreville-Brazzaville qui, au plan régional, figure dans le premier programme prioritaire du plan directeur consensuel des transports en Afrique centrale, est, au plan continental, l'un des projets majeurs du plan d'Action prioritaire du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PAP/Pida). Au regard des activités en cours, elle pourrait d'ici quelques années, devenir l'une des premières liaisons routières inter-capitales entièrement bitumées en Afrique centrale.

Signalons enfin que la Banque africaine de développement (BAD) est le sponsor principal de ce projet. Au terme de l'étude, cette dernière va les aider à obtenir un dossier le plus pertinent possible pour faciliter la mobilisation des ressources en vue du démarrage au plus tôt des travaux.

Guillaume Ondzé

SANGHA

Une marche de protestation des femmes envisagée le 26 juillet à Ouessou

Les habitantes de la commune de Ouessou, chef-lieu du département de la Sangha, projettent de manifester leur révolte contre les braquages et les tortures dont elles sont victimes depuis ces deux derniers mois.

La marche pacifique, qui démarrerait à 10 heures, partirait de l'agence de la Banque des États d'Afrique centrale pour se terminer au siège de la préfecture. Selon certaines informations, depuis deux mois, des hommes cagoulés et nus surprennent les femmes dans les champs, leur faisant subir viols, braquages et tortures.

À ce jour, on compte environ dix actes de ce genre ayant occasionné deux décès. Les cas les plus récents remontent à lundi et mardi derniers, quand une certaine Nicole et une vieille maman, parties aux champs chercher du bois, ont été victimes d'agressions. Nicole aurait perdu la vie sur place et la vieille maman, grièvement blessée, a été conduite à l'hôpital de base de Ouessou. Elle serait dans un état critique.

La marche serait une manière pour ces femmes d'exprimer leur mécontentement aux services de sécurité qui, selon elles, sont restés jusqu'ici impuissants devant ce phénomène.

Tiras Andang